

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

CAP FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 21/06/2007

En haut, à gauche !

Au soir du second tour des élections législatives, la joie et la tristesse se mêlaient dans les commentaires des candidats du Parti Socialiste.

Tristesse d'abord, car l'UMP est bien majoritaire à l'Assemblée. Les Français n'ont pas voulu imposer une cohabitation au président élu le 6 mai. Certes, la vague bleue n'a pas eu l'ampleur annoncée mais Nicolas Sarkozy dispose maintenant de tous les pouvoirs pour mettre en œuvre sa politique.

Tristesse ensuite car, dans le Finistère, Chantal Guittet, François Cuillandre et Richard Ferrand n'ont pas été élus. "Avec leur détermination, leur vaillance, les thèmes qu'ils ont portés dans cette campagne, ils auraient, tout autant que nous, mérité de siéger à l'Assemblée nationale", estimait le premier secrétaire, et nouveau député de la 1^{ère} circonscription, Jean-Jacques Urvoas.

Cinq sur huit ! Le Finistère compte cinq députés socialistes (Jean-Jacques Urvoas, Patricia Adam, Marylise Lebranchu, Annick Le Loch et Gilbert Le Bris) sur huit. Sur les 14 parlementaires (huit députés, quatre sénateurs et deux députés européens) que compte notre département, neuf sont socialistes. Avec cinq hommes et quatre femmes, la parité est presque atteinte. De son côté, l'UMP doit encore faire des efforts, puisque le parti majoritaire ne compte qu'une femme parmi ses cinq parlementaires. Au soir du second tour, le PS est majoritaire dans le Finistère avec 50,99 % des voix. 221 068 électeurs ont voté pour ses candidats.

Comment expliquer ce score ? D'abord par un sursaut des électeurs de gauche. "S'abstenir, c'est faire le jeu de la droite !", avons-nous martelé pendant la dernière semaine, rappelle Marylise Lebranchu. Dans les cinq circonscriptions de gauche, la participation a augmenté entre les deux tours. Elle passe

SUITE PAGE 2

Travailler plus pour gagner moins

A peine élus, les député(e)s socialistes ont du pain sur la planche ! Et prioritairement pour dénoncer les premières mesures du gouvernement en matière de pouvoir d'achat et d'emploi.

Les promesses ne durent que le temps d'une campagne et les Français se rendent compte aujourd'hui qu'il y a loin entre les discours du candidat Sarkozy et les décisions du gouvernement Fillon.

"En prévoyant de ne donner aucun coup de pouce au SMIC, au 1^{er} juillet, le gouvernement Sarkozy-Fillon fait la démonstration qu'il n'entend rien faire pour augmenter les bas salaires", se sont indignés Michel Sapin et Alain Vidalies, secrétaires nationaux du PS à l'économie et aux entreprises.



Michel Sapin

Une hausse de 2 % du SMIC, sa plus faible revalorisation depuis 1999, serait un très mauvais signal envoyé aux salariés modestes et à l'ensemble du monde du travail, dès lors que les négociations salariales dans l'année à venir s'en trouveraient mécaniquement altérées.

Le discours lénifiant de la droite sur les augmentations de salaire qui découleraient de l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires ou de la baisse des cotisations patronales de Sécurité Sociale ne résiste pas à l'analyse. En effet, seule une petite minorité de salariés serait appelée à faire des heures supplémentaires, soumises au bon

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Chapeau nos candidats !

Si la droite, désormais en uniforme UMP, remporte les élections législatives au plan national, ce n'est pas avec l'aide du Finistère ! Quelle campagne !

Quelles campagnes !

Les huit candidats et leurs équipes ne se sont pas ménagés ces dernières semaines pour convaincre de la dureté des propositions du gouvernement, expliquer son conservatisme new-look mais bien réel, démontrer ses ambitions pour ses seuls amis et affidés. Les résultats sont là et, même si nous enrageons de ne pas faire mieux encore, notre combat va se poursuivre à l'Assemblée. D'autres échéances – locales cette fois – se profilent déjà. Sachons garder bien vifs le sens de nos valeurs, notre énergie, notre volonté de défendre nos concitoyens.

En haut, à gauche ! (suite)

Entre les deux tours, la gauche a su remobiliser son électorat.

••• de 67,75 % à 68,41 % dans la première circonscription, de 60,68 % à 61,35 % dans la deuxième, de 65,87 % à 68,22 % dans la quatrième, de 67,65 % à 68,92 % dans la septième et de 65,81 % à 68,24 % dans la huitième. En revanche, dans les 3 circonscriptions qui demeurent à droite, on constate une stagnation ou une baisse de la participation entre les deux tours : 64,41 % contre 64,59 % dans la troisième, 62,35 % contre 65 % dans la cinquième. Seule la sixième circonscription déroge légèrement à cette règle, puisque la participation y passe de 68,13 % à 68,92 %.



Marylise Lebranchu : nous avons su mobiliser les électeurs de gauche

Les électeurs ont clairement indiqué qu'ils refusaient l'hégémonie de l'UMP au sein de l'Assemblée. Dans le Finistère, la quasi-totalité des candidats de gauche du premier tour ont appelé à voter pour le candidat ou la candidate socialiste au second. Les reports des voix de gauche ont été très bons, tandis que les électeurs du MoDem n'ont pas systématiquement apporté leurs voix aux candidats UMP. Au soir du premier tour, dans la 1^{ère} circonscription, l'addition des voix de gauche PS, PC et Verts, laissait prévoir 23 961 voix pour Jean-Jacques Urvoas, tandis que sa concurrente de l'UMP, qui avait reçu le soutien de la candidate MoDem, pouvait espérer 29 205 voix. Le 17 juin, Jean-Jacques Urvoas totalise 29 539 voix et Marcelle Ramonet 27 122.

A Brest centre aussi, le candidat du MoDem avait appelé à voter UMP. PS, PC et verts représentaient 18 037 voix et l'UMP et le MoDem 19 343 voix. Mais, au soir du 17 juin, Patricia Adam est élue avec 23 681 voix et Jean-Yves le Borgne ne recueille que 18 980 suffrages.

Dans la 7^{ème} circonscription, 29 575 électeurs avaient voté UMP ou MoDem au pre-

mier tour. Le candidat du MoDem, Michel Canévet, aurait même pu se maintenir au second tour. Il a préféré se désister. Les candidats PS, PC et Verts réunissaient 21 402 voix. Mais, au second tour, Hélène Tanguy ne rassemble que 25 971 voix sur son nom (soit 3 600 voix de moins que le total UMP MoDem), tandis qu'Annick Le Loch en réunit 27 042, soit 5 640 de plus que le total PS, PC et Verts du 10 juin. Manifestement, si les reports de voix à gauche ont été très bons, il n'en a pas été de même entre le MoDem et l'UMP.

La TVA sociale a-t-elle fait perdre 60 sièges à l'UMP, comme l'ont avancé quelques dirigeants de l'UMP dont l'ancien premier ministre, Jean-Pierre Raffarin ? Sans doute. "Mais ce projet de TVA, qui n'a rien de sociale, était en fait une illustration de la politique injuste que Nicolas Sarkozy veut mettre en place : des cadeaux pour les plus riches payés par l'ensemble des Français", corrige Marylise Lebranchu.

Et maintenant ? Le groupe socialiste sort renforcé de cette élection. "C'est une responsabilité pour nous", estime Jean-Jacques Urvoas pour qui "les députés socialistes devront incarner une capacité d'espérance". "Nous pourrons ainsi jouer notre rôle d'opposition et de proposition, car nous aurons ainsi plus de temps pour expliquer et défendre nos projets", indique Marylise Lebranchu.

Pour Jean-Jacques Urvoas, "les électeurs ne se sont pas trompés d'élection. Ils ont été sensibles à nos arguments et ont estimé qu'il n'était pas sain qu'un seul parti, qu'un seul homme en réalité, ait la totalité des prérogatives de l'État. Ils ont donné mandat à la gauche et au Parti Socialiste d'incarner cette opposition qui, pour être respectée, devra être une opposition positive".



Chantal Guittet et Patricia Adam avec Jean-Marc Ayrault, à Brest le 12 juin

Travailler plus pour gagner moins (suite)



Les policiers veulent être payés

••• vouloir de l'employeur. Quant aux cotisations patronales de Sécurité Sociale, elles sont déjà fortement réduites à hauteur de 1,6 SMIC.

Et comment croire ce gouvernement qui ne paie même pas les heures supplémentaires qu'il demande à ses fonctionnaires d'accomplir ? Le Parti Socialiste a apporté son soutien aux policiers qui ont manifesté dans plusieurs villes de France pour obtenir le paiement de leurs heures supplémentaires.

Il n'y aura pas de coup de pouce au SMIC

Si ce problème remonte à environ dix ans, chacun sait qu'il s'est exacerbé ces cinq dernières années, du fait de l'intensification du travail imposée aux agents par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. Celui-là même qui a martelé

durant sa campagne présidentielle qu'il fallait laisser les salariés travailler plus pour gagner plus !

Le comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe a récemment jugé recevable la demande formulée par le syndicat majoritaire des officiers de police. Plutôt que de tergiverser, le Gouvernement doit maintenant s'engager à payer aux agents de la police l'ensemble des heures supplémentaires qui leur sont dues.

Le coup de pouce au SMIC reste le moyen privilégié de revaloriser les bas salaires et de dynamiser les négociations salariales.

En annonçant dans le même temps des cadeaux fiscaux aux plus fortunés pour plus de 15 milliards d'euros, une hausse de 5 points de TVA, qui grèvera le pouvoir d'achat des catégories moyennes et populaires, et une limitation de la hausse du SMIC au minimum légal, le gouvernement fait aujourd'hui le choix d'une politique profondément injuste et inégalitaire.

Ensemble !

"Cette victoire, c'est la vôtre. Nous n'aurions rien fait, Nathalie et moi, sans vous", lançait Jean-Jacques Urvoas, le 17 juin peu après 20 heures, aux militants rassemblés devant le siège de la fédération à Quimper, pour saluer sa victoire dans la 1^{ère} circonscription du Finistère.

Partout dans le département, depuis un mois et particulièrement dans la dernière semaine, les militants socialistes n'ont en effet pas ménagé leur peine pour distribuer les tracts dans les boîtes aux lettres, sur les marchés ou en porte-à-porte. Mais aussi pour coller les affiches et organiser les réunions publiques, à Quimper et Rosporden le 14 juin, à Saint Renan et Châteaulin le 15 et à Tréboul le 16.

"Il y a eu un sursaut des électeurs de gauche parce que les militants et les sympathisants socialistes se sont mobilisés", estime Marylise Lebranchu. *"On a pu le vérifier dimanche : partout où nous avons fait du porte-à-porte, à Morlaix ou Roscoff*



Le 17 juin, devant le siège de la fédération

notamment, la participation a augmenté et les voix de gauche ont progressé".

A Saint-Renan, pour le dernier meeting de la campagne dans la région brestoise, Patricia Adam a rendu hommage à tous les militants, *"tous les camarades"* qui se sont mobilisés. *"Au PS, nous savons que nous pouvons compter sur eux pour*

mener la campagne. Nous ne sommes pas comme nos adversaires de l'UMP qui payent des entreprises pour distribuer leurs tracts ou qui vont même jusqu'à faire du phoning !", s'est félicitée la députée de Brest centre. Parce que nous savons que nous ne pouvons gagner qu'ensemble et que la force de notre projet collectif dépasse nos personnalités.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



S'opposer et proposer

Avec
Annick Le Loch

Annick Le Loch, qui se présentait pour la première fois aux législatives, a été élue avec 51,01 % des voix dans la 7^{ème} circonscription (pays bigouden, pays de Douarnenez, Cap Sizun).

Cap Finistère : Jacqueline Lazard nous expliquait le semaine dernière que la campagne doit se mener jusqu'au dernier moment. Manifestement, c'est ce que tu as fait ?

Annick Le Loch : *Bien sûr ! Samedi soir, nous nous sommes tous retrouvés à Tréboul pour la dernière réunion publique. Nous nous sommes concentrés entre les deux tours sur deux secteurs en particulier : le canton de Plogastel-Saint-Germain où le vote*

pour le MoDem était important et la ville de Douarnenez où l'abstention au premier tour était trop forte.

Cap Finistère : Gardes-tu un souvenir particulier de cette campagne ?

Annick Le Loch : *Une campagne est faite de milliers de rencontres, toutes aussi enrichissantes les unes que les autres. J'ai tout de même en mémoire une discussion avec un animateur de Douarnenez. Il avait calculé les répercussions concrètes de l'augmentation de 5 % de la TVA : pour lui, ça signifiait l'annulation d'un séjour à Primelin pour les enfants. Ça, c'est du concret !*

Cap Finistère : Quelles sont maintenant tes priorités ?

Annick Le Loch : *D'abord assumer mon rôle de législatrice dans l'opposition. Le groupe socialiste dispose d'une vraie capacité d'action pour s'opposer*

et résister mais aussi et surtout pour proposer. Je ne sais pas encore dans quelle commission je vais siéger. Nous sommes cinq députés socialistes dans le Finistère et nous allons nous concerter. Plusieurs sujets me tiennent à cœur. La pêche, bien sûr, essentielle dans le pays bigouden. Aujourd'hui la France est très en retard sur le dossier des aides européennes et les professionnels attendent que des décisions soient prises très rapidement.

Comme je m'y suis engagée durant la campagne, je souhaite aussi m'investir dans des domaines comme l'éducation. Les élus et les parents d'élèves ont des attentes très fortes pour les écoles et en particulier pour la scolarisation précoce.

L'emploi des jeunes, et plus généralement leur insertion dans la société est aussi un sujet sur lequel je souhaite m'investir.

Enfin, comme je l'ai toujours fait, je serai la porte-parole de tous les habitants de la circonscription. Je n'ai pas la vision clientéliste des candidats UMP qui expliquaient que les députés d'opposition ne servent à rien.

Rendez-vous

15 septembre

Université de rentrée
à Landerneau.

Assemblée générale de l'UESR

L'assemblée générale annuelle de l'UESR (Union des élus socialistes et républicains) se déroulera le lundi 2 juillet, à partir de 18 h 00, à la salle des fêtes de Châteaulin. Claudy Lebreton, Président de la FNESR (Fédération Nationale des Élus Socialistes et Républicains), interviendra sur le thème : Mobilisation en vue des municipales 2008.

Inscriptions au 02 98 20 48 74
ou contact@uesr29.fr.

Carton rouge

Dans la 6^{ème} circonscription, des électeurs ont eu la désagréable surprise de trouver des tracts anonymes et diffamatoires à l'encontre du candidat socialiste Richard Ferrand qui a adressé une lettre recommandée à Christian Ménard. "En plusieurs points de notre circonscription, des témoins ont désigné et identifié des distributeurs de ces tracts", peut-on y lire.

"Il s'agit de personnes que nous rencontrons habituellement sur les marchés, vêtues de maillots jaunes, en train de distribuer vos documents de campagne ou d'offrir des roses jaunes ou blanches aux passantes.

Profondément blessé par ces textes de caniveau comme par la méthode employée, digne des pires "corbeaux" des heures sombres de notre histoire, j'ai été conduit ce matin à déposer une plainte contre les auteurs, les distributeurs et les commanditaires de ces opérations anonymes", y indique le candidat socialiste.

Pour mémoire, Christian Ménard, président départemental de l'UMP, s'était déjà illustré en qualifiant Ségolène Royal de "mauvaise cantinière qui va affamer le peuple".

Simple comme un coup de fil

Au cours du dernier meeting des socialistes de la région brestoise à Saint-Renan, le 15 juin, Patricia Adam, députée de Brest centre, a confié une anecdote qui en dit long sur la capacité d'influence de la députée UMP Marguerite Lamour. "J'ai eu la surprise de recevoir un jour un coup de fil du cabinet du ministère de la défense", a raconté la députée socialiste. "Mais cet appel était en réalité destiné à la députée de Brest rural : elle est tellement peu connue qu'ils s'étaient trompés de numéro. Et quel était l'objet de cet appel ? dicter à Marguerite Lamour le communiqué qu'elle devait passer dans la presse pour répondre aux arguments de Patricia Adam sur le budget de la marine !".

Et cela n'a tout de même pas empêché Marguerite Lamour de faire campagne sur le thème : "votez pour moi, j'ai le bras long à Paris !".

Toujours pas de Bretons au gouvernement

Deux jours après les élections législatives, la composition du deuxième gouvernement Fillon a été annoncée. Aucun Breton a été annoncé. Aucun Breton n'y siègera. N'y a-t-il, au sein de

l'UMP bretonne, personne qui puisse assumer de telles responsabilités ?

La cogestion continue

La composition du gouvernement a été annoncée le 19 juin à midi. Dès 13 h 35, l'AFP publiait un communiqué de la FNSEA (Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles) se félicitant "de la nomination de Michel Barnier au ministère de l'Agriculture et de la Pêche" et saluant "une compétence reconnue et respectée dans les instances européennes et internationales". "Les paysans auront besoin de toute son expérience et de tous ses talents pour défendre et promouvoir le modèle agricole français et européen", a souligné le syndicat agricole.

Voilà qui a le mérite d'être clair !

Si c'est lui qui le dit !

Pour Ambroise Guellec, député européen UMP du Finistère, il est impératif et urgent que l'UMP bretonne sache ouvrir la porte au renouvellement sous peine de s'exposer à de futures déconvenues... De la part d'un élu qui a commencé sa carrière en 1971, cette remarque ne manque pas de piquant.

Règlements de comptes à l'UMP ?

A peine réélu, le député Jacques Le Guen, qui fut évincé de son poste de secrétaire départemental de l'UMP en raison de son engagement auprès de Chirac et Villepin a fait une offre de service. "Je suis prêt à servir si on a besoin de moi", a-t-il déclaré. "Le temps est maintenant venu de remplacer ceux et celles qui ont été battus", a-t-il poursuivi. Certaines oreilles, du côté de Brest, Quimper et du Guilvinec ont du siffler.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Annonces légales & judiciaires

AVIS DE CONSTITUTION

Dénomination : NATURE ET MER. -
Forme : SARL. - **Siège social :** Pors Huel -
29890 KERLOUAN. - **Objet :** Commercialisation et prestation de services pour produits cosmétiques, d'hygiène et connexe. - **Capital social :** 7 500 euros. - **Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS. - **Gérant :** Jean-Pierre GUENNOC, 10, rue Louis Blanc à Brest (29200), nommé pour une durée indéterminée. La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST.

Pour avis, Jean-Pierre GUENNOC

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jean-Jacques URVOAS
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428